

notres vont descendre dans la rue en disant : "On ne veut pas de cette entreprise. Il faut qu'elle reste à Cologne parce que c'est scandaleux qu'il y ait 300 chômeurs en Allemagne". Quand je pose ce genre de problème dans une assemblée, tout le monde est embarrassé et il n'y a personnellement, c'est ce qu'on devrait faire si on est solidaires internationalement, mais on n'en est pas à ce stade-là. Et c'est un gros problème effectivement. C'est un problème économique, social et européen. Et la solution ne passera que par une seule voie : c'est la solidarité internationale ou bien on est foutus.

A-R : Quels sont les effets de l'internationalisation du travail sur la lutte syndicale ?

Répliquent ou élargissent ?

A. Paut : Ça a fort progressé ces dernières années. La mondialisation de l'économie - c'est au moins son côté positif - fait que les gens se rendent bien compte que les centres de décision sont ailleurs, qu'il faut avoir une vision globale et ne pas se limiter à son village ou à son stelier. Il reste toujours les tribalistes impénitents qui estiment que la chose la plus importante c'est qu'une usine parte de Bruxelles pour aller à Vilvorde, ou le contraire, et qui sont prêts pour ça à toutes les magouilles. Des crébins, il en restera toujours. On aura toujours un stock impressionnant à ce point de vue-là... Mais, dans ce qui est la majorité des militants, les choses ont formidablement progressé.

ENFANTS DE LA GUERRE D'ESPAGNE

De 1936 à 1939, la guerre menée par les troupes franquistes contre les républicains espagnols a provoqué l'exode de plus de 500.000 personnes. Parmi elles, beaucoup d'enfants. Les autorités républicaines évacuaient fait le choix de les évacuer en priorité. La plupart sont partis sans leurs parents et la Belgique en a accueilli environ 5000. Il y eut, à l'époque, un grand élan de solidarité, tant du côté catholique que socialiste. Les enfants ont été logés dans des homes et des colonies de vacances puis répartis dans des familles d'accueil. A la fin de la guerre, la majorité ont été rapatriés mais 1300 au moins sont restés et ont vécu toute leur vie en Belgique. Pendant toutes ces années, ces personnes ont eu l'impression d'être les oubliés de l'histoire. C'est pour leur rendre hommage qu'Emilia Labajos-Pérez et Fernando Vitoria-García ont fondé l'association "Los Niños de la Guerra" et écrit un livre qui raconte leur histoire et rassemble leurs témoignages. Ce livre, publié d'abord en Belgique par les Editions Vie Ouvrière, vient d'être traduit en espagnol et a suscité beaucoup d'intérêt en Espagne.

A-R : Quel âge avais-tu quand la Guerre a commencé ?

Emilia Labajos : J'avais 5 ans et demi. Nous habitons dans un faubourg populaire de Madrid et c'est de ce côté-là qu'a eu lieu la première attaque franquiste, en novembre 36.

A-R : Es-tu encore marquée par la peur éprouvée à ce moment-là ?

E. Labajos : Je crois qu'heureusement, quand on est enfant, on banalise très fort. Je me souviens des courses vers les sbiris, je me souviens des dégâts des bombardements mais je ne

peux pas avoir vu des morts. Je ne crois pas avoir été prise dans un bombardement au point de me sentir en danger.

Les autorités républicaines avaient demandé à la population d'évacuer vers Valence, puis vers Barcelone, et nous sommes parties, moi, ma mère et mes deux sœurs, quand Madrid a été atteinte. Mon père est resté combattre autour de Madrid et il a été tué très vite, au début 37, dans la bataille de Guadalajara.

Ensuite, pendant deux ans et demi, nous sommes restées dans la campagne autour de Barcelone. On était toute une bande d'enfants qu'on avait rassemblés là avec leurs mères. C'était généralement dans de grosses maisons qui avaient été abandonnées par les bien nantis et qu'on avait réquisitionnées pour accueillir les réfugiés. Les mères s'occupaient de tout ce qu'il faut faire pour s'approvisionner, pour survivre. Et nous, eh bien on jouait... On n'allait pas à l'école, il n'y avait rien d'organisé. On allait se promener en bande dans les collines. On allait manger des fruits, ramasser des caroubes, des glands ou autres choses de ce genre... Cela nous permettait d'oublier un peu. D'ailleurs, nos mères préparaient à manger de plus en plus tard.

C'était un petit peu comme une sorte de liberté. Parfois, même, on avait l'impression que



Madrid, mai 1937. Un départ organisé d'enfants vers la ville de Valence.

la Guerre était finie. Ce n'est qu'à la fin qu'on a commencé à entendre le combat qui se rapprochait.

En janvier 39, nous avons été évacuées en camion vers la France. Après avoir été parquées quelques jours dans un camp, nous sommes parties en train vers la Belgique. Là, nous sommes restées quelques semaines dans une colonie à Oostduinkerke et, mes deux sœurs et moi, nous avons été placées dans des familles d'accueil.

A-R : Pourquoi votre mère a-t-elle dû se séparer de vous ?

E. Labajos : A l'époque, elle n'avait pas le choix. D'abord, il n'y avait pas d'aide aux réfugiés politiques. Si Maman avait voulu nous élever, elle n'aurait pas pu. Et puis il y a eu tout de suite la seconde guerre mondiale. Ma mère était restée à la colonie d'Oostduinkerke où elle travaillait comme cuisinière. Quand la colonie a fermé, elle a cherché du travail à Bruxelles. Elle a d'abord été engagée comme cuisinière à l'ambassade de Colombie mais, quand les Allemands sont arrivés, tout le personnel de l'ambassade est parti et elle a bien dû travailler où elle a pu. Généralement, c'était chez des traiteurs ou comme cuisinière dans des grandes familles.

A-R : Beaucoup de personnes dont tu es recueillie les témoignages

ont un souvenir très triste de leur passage dans les homes et les colonies.

E. Lebaños : Normalement, les enfants devaient être placés dans des homes pour être nettoyés. On avait la Gale, on avait des pour... C'était une sorte de quarantaine. Au moment du placement dans les familles d'accueil, on nous mettait une étiquette avec notre nom et on nous faisait monter sur une estrade. On appelait quelqu'un qui venait chercher l'enfant qui lui était destiné... Le plus terrible, c'était la séparation des frères et des sœurs. Par exemple, dans le cas de la famille Alvarez, les trois filles ont été envoyées dans des familles à Botsfort mais le frère aîné, lui, a été envoyé dans un home à Barvaux et, pendant trois mois, elles n'ont pas su où il était. Dans certains cas, effectivement, il y a eu un manque d'organisation.

Moi, je ne me souviens pas d'avoir souffert de cette manière-là. Comme Maman était avec nous à la colonie, elle nous avait expliqué un petit peu comment ça allait se passer. Elle nous avait dit qu'elle savait où on allait, qu'on ne devait pas se faire du souci.

A-R : Peux-tu raconter ton arrivée dans ta famille d'accueil ?

E. Lebaños : Ma sœur Manola et moi, nous avons été placées dans deux familles d'agriculteurs à Iamal, dans le Brabant wallon. Ma sœur aînée, Carmen, est partie dans une famille à Waterloo.

Quand je suis arrivée chez mes parents adoptifs, la maison était toute remplie. Tous les voisins étaient là et je me demandais qui était la maman, qui était le père... Petit à petit, les gens sont partis et j'ai compris avec qui j'allais rester. Le lendemain, on allait à l'école. Je me suis rendu compte que ma sœur n'habitait pas loin de chez moi et qu'on parlait ensemble à l'école.

A-R : Dans ton livre, tu rends hommage à la population belge.

Il y a eu une grande solidarité, toutes idéologies confondues.

E. Lebaños : Oui, parce que ce n'était pas une époque brillante. Il y avait beaucoup de chômage et la guerre arrivait. C'était l'incertitude et, malgré tout, il y a eu cet accueil. On n'imaginait pas que les enfants allaient être coincés ici par la seconde guerre mondiale et que certaines familles allaient devoir les garder très longtemps. Bon nombre de familles, à un moment donné, ont été obligées de se séparer des enfants parce qu'elles n'avaient pas les moyens de les garder. Il n'y avait pas d'allocations familiales ni aucune autre aide.

Par contre, il y a d'autres personnes qui ont été heureuses de garder ces enfants plus longtemps et qui ont même insisté pour pouvoir les garder. Parfois, elles se sont trop attachées et ce sentiment de possession a été négatif. Dans certains cas que nous connaissons, les parents adoptifs ont même caché les correspondances qui venaient d'Espagne. Pendant longtemps, des enfants ont cru qu'il n'y avait pas de demandes de rapatriement et qu'ils n'avaient plus de parents.

Mais, dans l'ensemble, je crois que la plupart d'entre nous ont été secueillis avec beaucoup de générosité. C'était souvent dans des familles d'ouvriers et nous avons eu, bien sûr, les mêmes difficultés que les ouvriers belges, d'abord pour la scolarité.

A-R : Tu n'es pas pu aller aussi loin que tu voulais ?

E. Lebaños : Ah oui, quand tu sois avec 92 % de l'école primaire et qu'on te met dans un atelier de couture sans te demander ton avis !... Mais, pour moi, ça a été un peu particulier. Ma mère adoptive est morte en 42, donc trois ans après que je sois arrivée. Sa fille était mariée à un militaire de carrière qui était prié de venir en Allemagne et elle est venue habiter chez son père. C'est elle qui a décidé que ça suffi-

Le premier contact avec la Belgique pour ces enfants arrivés par train fut l'arrivée à Mouscron. Marcel Sommeville, à l'époque secrétaire des Jeunes Gardes Socialistes de Mouscron, nous explique : « Pour ce qui est de l'accueil des enfants espagnols, elle n'était pas une initiative locale, mais bien une demande venant d'en haut (P.O.B.). Néanmoins, la réalisation était à charge des comités locaux. Nous nous occupions de l'accueil des trains d'enfants qui transitaient par Mouscron. Nous fournissions la nourriture et la boisson, et parfois nous les amenions à la Maison du Peuple pour les soutenir avant de les remettre au train. J'ai un souvenir très triste de l'arrivée des enfants. Ils étaient en loques, malades, et mouraient de faim, ils se traînaient sur les tartines qu'on leur présentait ». Les enfants qui arrivèrent en 1939 étaient dans un état encore plus déplorable: ils avaient suivi une tout autre filière, ils étaient sur les routes de l'exil depuis le début de la guerre civile, ils avaient passé la frontière française dans des conditions épouvantables et avaient tous séjourné dans des camps du sud de la France. Yvonne Jospa, qui faisait partie du personnel d'encadrement du home Emile Vanderveide à Oostduinkerke raconte que l'on trouvait tous les matins, cachés dans la lièrre, des tartines, la peur de la faim du lendemain n'était pas encore oubliée. Dans les colonies du *Journal de Charleroi*, Marnix décrit l'arrivée de 240 enfants le 19 février 1939 de manière catastrophée : « Terrible spectacle: presque tous les petits enfants réfugiés sont nu-tête, très sales, sans palette, la plupart chaussés d'espadrilles ou de pantoufles trouées. Leurs pauvres vêtements sont déchirés, en lambeaux ou pleins de boue. Tous sont très jeunes; une fille de 17 ans est l'aînée. Mais quelles figures ravagées! Les joues sont pâles et creuses, les yeux cernés, brillants de fièvre, le teint pâle et cirieux et ils sont extrêmement silencieux ».

Un extrait du livre "Los Niños. Historia de 'enfermos de la Guerra Civil' española exilados en Bélgica (1936-1939)" par Emilia Lebaños-Frères et Fernando Vitoria-García. Ediciones Vie Ouvrière, 1994.



L'arrivée des enfants à Mouscron en mai 1937

seul. L'école était obligatoire jusqu'à 14 ans, il fallait que j'allie travailler... A plusieurs reprises, elle m'a dit qu'ils avaient déjà bien essés fait pour moi. Mais ça, c'était l'époque... C'était comme ça dans la classe ouvrière.

A-R : Ta mère a-t-elle souffert d'être séparée de vous ?

E. Labajos : Généralement, on se voyait une fois par mois. Mais, tout doucement, il y avait des choses qui se faisaient sans qu'on le consulte. Par exemple, un beau jour elle est arrivée et elle a appris qu'on m'avait baptisée. Ce n'était pas une décision de mes parents adoptifs, c'était le curé ! J'allais à l'école communale et il faut dire qu'à l'époque, même dans les écoles communales, il n'y avait personne qui osait s'opposer au curé du village. Finalement, le curé était baptisée, il s'était dit : "Pourquoi pas moi"? Je suis née en 1931, en même temps que la République. Mes parents avaient eu le droit de décider de ne pas me faire baptiser, et ce droit, ils l'ont perdu en Belgique, où on m'a baptisée sans demander l'avis de ma mère. A l'époque, je n'en pas mesuré l'importance de cet acte : pour moi, c'était une fête. C'est longtemps après que j'ai compris pourquoi ma mère n'avait jamais pardonné.

A-R : Pendant l'occupation, les réfugiés espagnols étaient-ils surveillés ?

E. Labajos : Les adultes devaient une fois par semaine se présenter aux autorités allemandes. Il y avait comme ça une espèce de pointage. Et, bien sûr, il ne fallait pas se faire repérer pour des activités politiques. Mais il y avait quelques personnes qui étaient restées très actives comme, par exemple, Monsieur Boldu. Madame Jospa, le connaît et nous le connaissons très bien aussi. C'était un anarchiste catalan qui s'était réfugié en Belgique quelques années avant. Il a participé activement

à l'accueil des enfants espagnols et il a caché aussi des enfants juifs pendant la seconde Guerre mondiale. On s'imaginait pas, lui qui était surveillé politiquement, qu'il aille justement cacher des enfants juifs... Je me souviens, nous allions parfois le voir. Sa femme était une Parisienne. Elle était très forte et très joyeuse, le genre de personne qui déborde de tendresse. Chez eux, durant la Guerre, il y avait toujours des gamins, jamais deux fois les mêmes. Il disait : "Ce sont mes neveux qui viennent de Paris en vacances". Ma mère

avait sans doute compris et, en sortant, elle nous disait d'un air entendu : "Que familia mes grande tiene"! Moi, ce n'est que très longtemps après que j'ai réalisé que c'était des enfants cachés. Il y avait un restaurant espagnol juste à côté et il y avait possibilité, en cas de besoin, de faire passer les enfants de l'autre côté.

A-R : Quand l'occupation s'est terminée, qu'avez-vous décidé ?

E. Labajos : Comme mon père avait été tué en tant que républicain, ma mère a demandé à rester en Belgique, ce qui fait que nous n'avons pas été repatriés comme l'ont été la plupart des enfants. Sur 5000 enfants, il y en a 1300 qui sont restés en Belgique, soit qu'ils n'aient pas été réclamés par leurs parents, soit que leurs parents aient fait savoir qu'ils vivaient dans de trop mauvaises conditions pour pouvoir les reprendre.

Ma soeur aînée est très vite allée rejoindre Maman parce que ça n'allait pas très bien dans sa famille d'accueil. Ma deuxième soeur, elle, est restée à l'hôtel chez ses parents adoptifs jusqu'au moment de se marier. Moi, quand j'ai eu 18 ans, j'ai voulu retourner en Espagne.

A-R : Comment cela s'est-il passé ?

E. Labajos : Je pensais qu'on allait pouvoir se retrouver là-bas et dire : "Voilà, on est chez



A Constantinople en 1937

nous, on se place". Et puis, comme je le dis de façon très résumée dans le livre, ça n'a pas été le cas. Si on avait des options républicaines, il fallait suivre une formation civique, que l'on appelait pudiquement "sociale", prouver qu'on était favorable au régime en place, et on ne trouvait du travail que si on s'effichait phalangiste. C'était la dictature, c'était l'obscurantisme, on n'était rien si on n'était pas gens d'Eglise. Il fallait montrer qu'on allait à la messe avec sa mantille... Je n'aurais pas affiché mes opinions anti-franquistes sur le place publique mais, en tout cas, je serais restée ce que je suis et que j'ai toujours été.

Et puis, même dix ans après la fin de la Guerre civile, la situation économique était catastrophique. Je me suis dit : Si je reste ici, je vais être à charge de mes oncles qui ont déjà bien assez avec leurs enfants, et je ne vais pas nécessairement trouver du travail. C'était tout, il fallait repartir...

A-R : Est-ce que ton séjour à l'hôtel t'avait fait perdre un peu de ta culture espagnole ?

E. Labajos : Avec ma soeur, on ne parlait pas tellement espagnol.

D'abord, quand on est arrivées, il a fallu apprendre le français, il a fallu s'intégrer dans l'école. Il y a eu une période où on avait du mal à retrouver nos mots. Et puis, à 18 ans, je suis retournée vivre avec ma mère et j'ai quand même passé quelques années avec elle à Bruxelles. On fréquentait les endroits où se retrouvaient les Espagnols. Tous les ans, le 14 avril, il y a la fête de la République. Il y avait d'autres fêtes régulièrement et on se retrouvait entre nous.

A-R : Après, vient sans doute une période où tu es voulu vivre ta propre vie.

E. Labajos : Oui, je me suis mariée. Pendant plusieurs années, j'ai vécu en Afrique, où mes deux aînés sont nés. Mon mari était auxiliaire médical et faisait la prospection des maladies endémiques dans toute une région du Congo Belge. Puis il y a eu l'indépendance : il a fallu partir. Malgré tout, je suis content d'être allée en Afrique. Ce fut une bonne expérience pour la suite de mon engagement.

A-R : Quand les Espagnols sont venus, non plus comme réfugiés politiques mais comme travailleurs immigrés, est-ce que, d'une

La Centrale Sanitaire Internationale, Section Belge, et
La Fédération Bruxelloise du Comité International de Coordina-
tion et d'Information pour l'Aide à l'Espagne Républicaine.

Pour poter de bien vouloir assister à la première projection en Belgique, de

UN PEUPLE ATTEND....

qui nous fera

Mardi 20 Juin 1939, à 19 h. 30 et 21 h.

au Cinéma IRA, 15, rue Haute

Ce film, qui constitue le premier document filmé sur la vie des 450.000 réfugiés espagnols dans
les camps de concentration français, est la propriété de la Centrale Sanitaire Internationale.

La Centrale Sanitaire et la Fédération Bruxelloise de Coordination,

ont le plaisir de vous annoncer d'autre part, que cette soirée sera précédée d'une

CONFÉRENCE D'INFORMATION

par M. Denis MARION, sur les révolutions en Espagne Française.

enfin, Me EINH. BUCHI, délégué par la Conférence Internationale pour la Démocratie et
la Paix, a bien voulu accepter de faire rapport sur l'organisation des camps qu'elle a créés.

La soirée est organisée au bénéfice de l'Aide aux populations espagnoles réfugiées en
France; elle est réservée aux membres des deux groupements organisateurs.

Les cartes d'entrée et d'affiliation peuvent être obtenues aux secrétariats respectifs:
46, Chaussée d'Anvers, tél. 17.12.18 et 20, rue du Poligon, tel. 12.95.05; ainsi qu'au siège
des sections locales du Comité de Coordination et à la Librairie "Nou Ainas" sur de
Namen, n° 107; tél. 12.02.59.

Affiche annonçant une soirée de soutien



A la frontière franco-espagnole en février 1939

certaine manière, ça t'as fait
plaisir ? Tu retrouvais une com-
munité...

E. Labajos : On ne le souhaitait
pas... Je veux dire que certains
venaient tout simplement pour
survivre, parce que leur situation
économique était lamentable. Mais
beaucoup étaient quand même très
politiques, très antifranquistes.
Il y a eu un renouveau d'activi-
tés et ça a été une période où
on a eu des contacts très inté-
ressants, très riches, bien que
certains nous considéraient comme
de "vieux combattants", dépassés
par les événements. Le Parti
communiste espagnol, le Club
García Lorca étaient très actifs.
Il y avait souvent des manifesta-
tions contre le régime franquiste
et j'ai toujours essayé de parti-
ciper.

A-R : Est-ce que les immigrés
arrivés après toi s'intéressaient
à ton histoire ?

E. Labajos : Au niveau des asso-
ciations de parents espagnols,
avec lesquelles j'ai longtemps
travaillé, il y avait finalement
très peu de personnes qui savaient
que j'étais venue comme enfant
évacuée de la guerre. J'étais là
pour les aider mais on n'a jamais
fait illusion, on a de très rares
moments, au fait que j'étais ré-
fugiée. Je n'avais pas tellement
envie d'en parler non plus. Quand
tu quittes un pays toute jeune,
tu vois qu'à un moment donné les
adultes ne parlent plus de cette
situation parce que ça a été un

échéec. Après, on se marie, on a
des enfants et on n'a pas non
plus envie de raconter tout ça
aux enfants. C'était le silence.

Tout ça est un peu resté en sus-
pens... Après la Libération et
le départ des Allemands, il n'y
a eu aucune démarche des autorités
belges pour essayer de nous re-
trouver régulièrement, pour essa-
yer de garder un minimum de raci-
nes, un minimum de culture et de
connaissance de la langue espagno-
le. Nous étions dispersés dans
tout le pays. Un grand nombre d'
enfants ne connaissent plus un
mot d'espagnol parce qu'ils n'
avaient pas eu la possibilité de
suivre des cours, comme l'ont eue
par la suite les enfants d'immi-
grés. Cela veut dire que, quel que
part, les enfants de la guerre
se sont sentis abandonnés par
tout le monde.

A-R : Est-ce qu'entre vous il
reste des liens de solidarité et
une mémoire commune ?

E. Labajos : En règle générale,
oui. Fin juin, il y a une commé-
moration au monument des Brigades
Internationales à St-Gilles et
j'ai envoyé une petite circulaire
à tous ceux qui habitent dans la
région de Bruxelles. Et ils
étaient tous là. Il y a des va-
leurs de solidarité qui se main-
tiennent. Nous en connaissons
quand même quelques uns qui ne
veulent pas être connus en tant
qu'enfants de la guerre, qui se
sont tout à fait assimilés. Mais
voilà, chacun est libre. Il faut



Un des derniers
rapatriements.
A la Gare de
Schaerbeek en
mai 1947.

respecter le cheminement de chacun. C'est peut-être une espèce de protection parce que leur situation a été très dramatique. Je ne pense pas qu'il y ait eu avant ça une autre situation où on ait éparpillé les enfants de par le monde sans les parents. C'était aussi la première expérience de Guerre par bombardement des civils et j'ai l'impression qu'il y a eu une pénique épon-ventable.

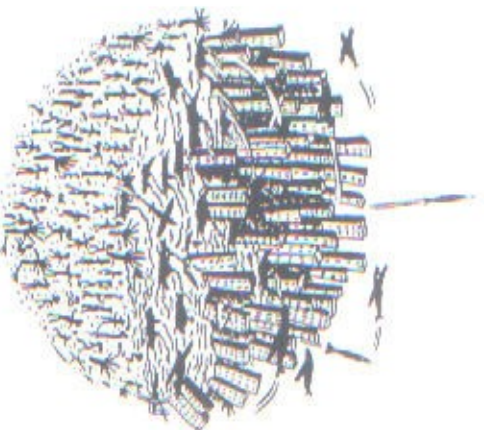
A-R : Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps avant que l'histoire des enfants de la Guerre soit connue ?

E.Labejog : En Espagne, il y a eu quarante ans de silence, suivis de vingt ans d'ennuis... Tout de suite après la mort de Franco, il fallait se réconcilier, mais se réconcilier dans le silence. C'est seulement maintenant, 60 ans après, que l'on va créer les Archives nationales de la Guerre civile à Madrid. Il y a une dizaine d'années, des historiens ont commencé à publier des livres en ayant un autre discours et en se préoccupant de la mémoire des témoins. En ce qui concerne les enfants évacués, il faut bien dire que, du temps de la propagande franquiste, on ne parlait que de l'évacuation vers l'URSS et on dénonçait les Rouges qui avaient "capturé" les enfants. On ne parlait pas des enfants évacués en Belgique, en Angleterre ou au Mexique. Je suis allée récemment à un colloque à Madrid et c'est finalement grâce aux livres qui ont été écrits - le nôtre et ceux concernant

l'Angleterre, l'URSS, le Mexique - que les historiens se sont dit : "On a toujours raconté l'histoire des Guerres en oubliant la mémoire des enfants". En quelques années, on a fait un bond spectaculaire et je suis étonnée que les universitaires, en Espagne, s'intéressent aussi fort à cette période. Nous avons le sentiment d'être enfin reconnus. Nous qui sommes à la retraite, avec tout ce temps libre dont nous disposons, nous ressentions très fort cet oubli et, à ce niveau-là, c'est vraiment un réconfort.

Cependant, il ne faut pas oublier que l'Espagne a été sacrifiée. La peur du communisme a fait oublier aux démocraties que que Franco avait renversé un Gouvernement légal et qu'il avait bénéficié de l'aide de Hitler et Mussolini. On ne savait pas, à l'époque, qu'il avait aussi été aidé financièrement jusqu'au bout par les Etats-Unis. Ce coup d'Etat a fait un million de morts et 500.000 exilés. Un grand nombre de soldats républicains espagnols ont lutté aux côtés des maquisards pendant la 2ème Guerre mondiale et beaucoup l'ont payé de leur vie. Nous pensions, nous les exilés, que c'était la même lutte, la lutte contre toute forme de fascisme. Je trouve qu'il y a une injustice ce que je ne comprendrai jamais. Oui, l'Espagne a été sacrifiée sur l'autel de l'équilibre mondial, tout simplement... Et c'est en ce sens que je dis que les "grands" de ce monde ont laissé l'histoire inachevée.

UN AVENIR POUR LES PEUPLES INDIGENES



Quelle place pour les peuples indigènes dans le monde d'aujourd'hui ? Et d'abord, qui sont-ils et que veulent-ils ? Nous avons pu interroger François Breem, le contact pour Bruxelles de l'organisation "Survival pour les peuples indigènes". Il nous présente son organisation et nous livre une série de réflexions plus personnelles sur les principaux enjeux qui attendent ces peuples, et les défis posés aux organisations indigènes qui tentent d'organiser leur défense et de préparer l'avenir.

A-R : Quelle est l'origine de Survival ? De quelle manière les représentants des peuples indigènes sont-ils associés à son action ?

François Breem : Il faut d'abord faire une distinction entre les organisations indigènes, qui visent l'organisation et la défense des droits de ces peuples par les communautés indigènes elles-mêmes, et les organisations qui les soutiennent de l'extérieur, que l'on appelle parfois indigénistes, ou d'appui aux peuples indigènes - les anglophones diront "supporting group".

Survival se situe clairement parmi les groupes de soutien aux luttes des peuples indigènes pour leurs droits. Née en Grande-Bretagne à la fin des années soixante, l'organisation a rapidement connu une expansion importante à travers le monde et elle est aujourd'hui reconnue comme l'une des plus importantes, et surtout

l'une des plus efficaces, pour mobiliser l'opinion publique internationale. Pour plus de clarté, son nom officiel est devenu aujourd'hui "Survival for Tribal Peoples" et non plus "Survival International", comme par le passé.

Survival s'attache principalement à la dénonciation de situations clairement délimitées, et souvent dramatiques, et elle veille aussi à identifier des responsables précis - chefs de Gouvernement, responsables de multinationales... - qui sont ensuite littéralement bombardés de lettres de protestation en provenance des quatre coins du monde. Ces protestations sont le résultat de la diffusion de bulletins d'action urgente envoyés aux milliers de membres de Survival et légèrement diffusés à l'attention des médias de nombreux pays. Voilà pourquoi beaucoup de gens dressent un parallèle avec l'action d'Amnesty International :